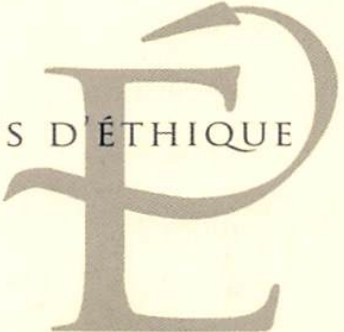


SOUS LA DIRECTION DE
MARC FEIX, MARIE-JO THIEL ET PAUL H. DEMBINSKI

PEUPLE ET POPULISME,
IDENTITÉ ET NATION

QUELLE CONTRIBUTION À LA PAIX ?
QUELLES PERSPECTIVES EUROPÉENNES ?

CHEMINS D'ÉTHIQUE


PRESSES UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG

Refonder la coopération internationale

MICHEL VEUTHEY

Tout est lié

Pape François, *Laudato Si'*

La refondation de la coopération internationale doit se fonder à notre sens sur le respect de la vie et de la dignité de la personne par un dialogue interreligieux sur des valeurs universelles partagées.

I. À propos des normes dans le droit international public

L'effondrement des normes fondamentales du droit international public sur le respect de la vie et de la dignité de la personne humaine¹, ainsi que le repli de nombreux pays sur eux-mêmes ne pourront pas être contrés, ni même ralentis efficacement, seulement par des approches politiques et juridiques : la politique contemporaine est en effet par trop dominée par un nationalisme étroit, et le droit international largement paralysé ou miné voire réduit à néant par des États et des acteurs non étatiques² déployant des efforts visant à diluer ou à contourner ses normes fondamentales protégeant la vie et la dignité humaines comme

-
1. Voir notamment, de Mireille Delmas-Marty, *Pour un droit commun*, Paris, Seuil, 1994 ; Id., *Trois défis pour un droit mondial*, Paris, Seuil, 1998 ; Id., *Les forces imaginantes du droit. Le relatif et l'universel*, Paris, Seuil ; Id., *Les forces imaginantes du droit (IV). Vers une communauté de valeurs?*, Paris, Seuil ; Id., *Conclusion de ce Manifeste de la mondialité: tous différents, inter-dépendants, tous solidaires* (en ligne : <<https://youtube.be>>).
 2. Voir notamment Susan George, *Les Usurpateurs. Comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir*, Paris, Seuil, 2014, 178 p. (titre original anglais : *Shadow Sovereigns: How Global Corporations are Seizing Power*, Cambridge, Wiley, 2015, 208 p.).

l'interdiction du génocide³, l'interdiction de la torture⁴, la protection des populations civiles, et notamment des femmes⁵ et des enfants⁶, le respect de la mission médicale⁷ et des humanitaires, la règle pourtant réputée coutumière du non-refoulement⁸ des réfugiés et des migrants, l'interdiction de l'esclavage⁹, et même des principes essentiels de la Charte des Nations unies comme le non-usage de la force, l'obligation de résoudre pacifiquement les conflits¹⁰, et, plus généralement, le respect des engagements internationaux, sont ouvertement battus en brèche. La limitation du recours à la force dans les relations internationales (*jus ad bellum*) n'est pas nouvelle. Le concept classique de « guerre juste » en fixait des conditions très strictes, qui ont été reprises dans la notion de « Responsabilité de protéger » (R2P). L'Église a développé et soutenu le concept de « guerre juste ». Le traité de Versailles, en 1919, dans son article 227, consacrait la responsabilité pénale individuelle des personnes coupables de « crime contre la paix », le Pacte de la SDN, en 1920, interdisait le recours à la guerre dans les relations interétatiques, n'auto-

-
3. La Convention pour la prévention du génocide a été signée à New York le 9 décembre 1948. Samantha Power, *A Problem from Hell. America and the Age of Genocide*, New York, Basic Books, 2002. Gerard Prunier, *The Rwanda Crisis: History of a Genocide*, New York, Columbia University Press, 1997, 389 p.
 4. Voir ainsi l'exemple des États-Unis, sous l'administration du Président George W. Bush et la réaction de dirigeants spirituels américains « *Torture is a Moral Issue* ».
 5. Dont la Résolution du Conseil de Sécurité S/RES/1325(2000).
 6. Voir la Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, S/RES/2427 (2018) adoptée le 9 juillet 2018 (en ligne: <<http://undocs.org/>>).
 7. Voir le site *Health Care in Danger*, en ligne: <<http://healthcareindanger.org>>; ainsi que Julia Grignon, « Une résolution du Conseil de sécurité pour protéger les soins de santé dans les conflits armés », en ligne: <<https://www.cdiph.ulaval.ca>>; et le texte de cette Résolution S/RES/2286 (2016) adoptée le 3 mai 2016, avec des interventions du Président du CICR et de la Présidente internationale de MSF, en ligne: <<http://undocs.org>>.
 8. Voir l'*Avis consultatif sur l'application extraterritoriale des obligations de non-refoulement en vertu de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole de 1967*, en ligne: <<http://www.refworld.org>>. Et la *Note sur le non-refoulement* du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés EC/SCP/2 du 23 août 1977, en ligne: <<http://www.unhcr.org>>.
 9. Et notamment la traite de personnes (en ligne: <<https://onu.delegfrance.org>>). Voir le Débat public sur la traite des êtres humains et l'esclavage moderne en situation de conflits. Intervention de M^{me} Laurence Rossignol, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes. Conseil de sécurité, 15 mars 2017, en ligne: <<https://onu.delegfrance.org>>. Voir aussi l'événement parallèle organisé au Palais des Nations à Genève pour la Journée européenne contre la traite des êtres humains, le 18 octobre 2018, en ligne: <<https://www.youtube.com>>.
 10. Voir notamment Yves Petit, *Droit international du maintien de la paix*, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, coll. « Droit international », 2000; Mwayila Tshiyembe, *Le droit de la sécurité internationale*, Paris, L'Harmattan, coll. « Géopolitique mondiale », 2010; et aussi « Quelques composantes du Droit international du maintien de la paix », 17 mai 2012 (en ligne: <<http://www.leconflit.com>> et encore <<https://www.doc-du-juriste.com>>).

risant la guerre qu'après le recours à des procédures et l'expiration d'un délai de trois mois. Son article 21 recommandait aux États de recourir à l'arbitrage ou à l'intervention du Conseil. Le Pacte Briand-Kellog (1928) condamnait la guerre en tant qu'instrument de politique nationale. La Charte des Nations unies, dans son Article 2, dispose que « les membres de l'organisation s'abstiennent dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies ».

Si beaucoup de principes sont aujourd'hui remis en cause, faut-il se résigner à la décadence, voire à la disparition de l'Organisation des Nations unies, cent ans après la création de la Société des Nations ¹¹? Marcel Boisard écrit à ce propos « Le système multilatéral semble être arrivé à bout de souffle. Il ne répond plus aux besoins de sécurité, ni aux exigences de justice » ¹². De son côté, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, un catholique, s'engage pour une « ONU du XXI^e siècle » et affirme dans sa déclaration le 18 septembre 2017, lors d'une réunion de haut niveau, présidée par le Président des États-Unis Donald Trump, consacrée à la réforme de l'ONU: « N'oublions jamais que nous sommes là pour servir. Pour servir les gens, Les personnes souffrant de la pauvreté ou de l'exclusion [...] les personnes victimes de conflits [...] les personnes dont on bafoue les droits et la dignité ».

II. Le relais par la société civile?

Devant la défaillance croissante des États et des organisations internationales intergouvernementales, c'est la société civile ¹³ qui doit prendre le relais pour

-
11. Voir Philippe Moreau Defarges, « De la SDN à l'ONU », in *Pouvoirs* 106 (avril 2004), p. 15-26 (en ligne: <<http://www.revue-pouvoirs.fr>>). Voir aussi les conclusions du professeur Patrick J. Deneen, *Why Liberalism Failed (Politics and Culture)*, Yale University Press, 2018. Et aussi la conférence du Professeur Joseph S. Nye, à Genève, le 15 juin 2017, sur « *Are We Seeing the End of the American Liberal Order?* », Disponible sur Youtube: <<https://www.youtube.com>>. Et voir aussi l'anthologie de « Foreign Affairs » (March 2017) sur ce thème: « *What Was the Liberal Order? The World We May Be Losing* », en ligne: <<https://www.foreignaffairs.com>>. Et également le discours du Président de la République Populaire de Chine, Xi Jinping, aux Nations unies à Genève le 19 janvier 2017.
 12. Voir Marcel Boisard. *Une si belle illusion. Réécrire la Charte des Nations unies*, Paris, éd. du Panthéon, 2018, p. 17, en ligne: <<https://news.un.org>>. Voir aussi l'intéressant article de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, un Chrétien Copte égyptien: « Peut-on réformer les Nations unies? », in *Pouvoirs* 106 (avril 2004) p. 5-14, (en ligne: <<http://www.revue-pouvoirs.fr>>).
 13. Voir *Laudato si'*, § 54, 63. Voir aussi de l'auteur « Le rôle des acteurs non-étatiques dans le respect du droit international humanitaire », in *Annuaire français de relations internationales (AFRI)*, Paris, 2009, Vol. X, p. 993-1020.

répondre aux attentes des populations¹⁴ et rétablir des réseaux de coopération locaux, nationaux, régionaux¹⁵ et universels¹⁶, fondés sur des valeurs universelles fondamentales¹⁷ partagées, centrés sur le respect de la vie et de la dignité de chaque personne – en réaffirmant le caractère unique de la nature humaine, l'être humain, créé à l'image et à la ressemblance du Créateur¹⁸, n'étant ni un animal ni une machine¹⁹ – et en visant le bien commun²⁰ de l'ensemble de l'humanité.

Et surtout, retrouvons la pleine dimension de l'humanité, pleinement humaine, reliée et reconnaissante à son Créateur! Pour sortir de l'impasse du droit positif contemporain, rappelons et retrouvons l'origine religieuse du droit dans toutes les civilisations²¹, et la nécessité de s'appuyer sur ces fondements religieux²² pour

-
14. Voir, déjà en 1965, ce constat du concile Vatican II, dans *Gaudium et spes*: « 9. Les aspirations de plus en plus universelles du genre humain. »
 15. Sans oublier le rôle d'organisations sous-régionales comme, en Afrique, la CEDEAO/ECOWAS et la SADC, ou d'organisations transrégionales comme l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Commonwealth, l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), le Mouvement des pays non-alignés (NAM).
 16. Voir Roland Minnerath, « Le développement de la démocratie et la doctrine sociale de l'Église », in Pontifical Academy of Social Sciences, *Democracy. Reality and Responsibility*, Acta 6, Vatican City 2001, en ligne: <www.pass.va>.
 17. Voir notamment de l'auteur: « Religions et droit international humanitaire: histoire et actualité d'un dialogue nécessaire », in Anne-Sophie Millet-Devalle (éd.), *Religions et Droit International Humanitaire*, Paris, Pedone, 2008, p. 9-45; Michel Veuthey, « *International Humanitarian Law and Spirituality* », in *Refugee Survey Quarterly*, Geneva, UNHCR, vol. 21, Nr. 3, 2002, p. 45-110.
 18. *Catéchisme de l'Église catholique*, Article 1: « L'homme image de Dieu », en ligne: <http://www.vatican.va>.
 19. De proclamer la dignité unique de l'être humain, ni animal ni machine. Comme l'écrit Rod Dreher, *Comment être chrétien dans un monde qui ne l'est plus. Le pari bénédictin*, Paris, Artège, 2018 (trad. de l'américain *The Benedict Option. A Strategy for Christians in a Post-Christian Nation*, Sentinel, 2017) p. 342. Voir aussi Fabrice Hadjadj (éd.), *Culture et évangélisation*, 2018; *La culture, un défi pour l'évangélisation*, Conférences de carême 2018 à Notre-Dame de Paris, Paris, Parole et Silence, 2018 et aussi, du même auteur *Dernières nouvelles de l'homme (et de la femme aussi). Chronique d'une disparition annoncée*, Paris, Tallandier, 2017. Voir également Edgar Morin, *Le paradigme perdu de la nature humaine*, Paris, Points, 1973 ou Jürgen Habermas, *L'avenir de la nature humaine. Vers un eugénisme libéral?*
 20. *Laudato si'*, IV. Le principe du bien commun, § 156, 157, 158. Et aussi Vatican II, *Gaudium et Spes*, 1965, § 26. « Promouvoir le bien commun ».
 21. Voir Rémi Brague, *La loi de Dieu. Histoire philosophique d'une alliance*, Paris, Gallimard Folio, 2005, 582 p. Voir aussi le résumé du cours de l'automne 2017 à l'Université de Fribourg (Suisse) du P. Michael S. Sherwin, O.P., *La loi divine*, en ligne: <http://www.unifr.ch>.
 22. *Laudato si'*, § 75. Nous ne pouvons pas avoir une spiritualité qui oublie le Dieu tout-puissant et Créateur.

redonner une dimension et un souffle originel renouvelés au respect des droits de la personne²³, y compris dans des situations de conflits armés²⁴.

III. Fonder une nouvelle coopération

L'enjeu aujourd'hui apparaît clairement: fonder une nouvelle coopération. Celle-ci pourrait s'appuyer sur la Doctrine sociale de l'Église catholique²⁵ – qui a pour principes essentiels le respect de la vie humaine et le respect de la dignité humaine – et sur les positions d'autres Églises chrétiennes et d'autres traditions religieuses²⁶, la poursuite et le renforcement de la collaboration entre organisations

-
23. Voir Valentine Zuber, *L'origine religieuse des droits de l'homme. Le christianisme face aux libertés modernes (XVIII^e-XIX^e siècle)*, Genève, Labor et Fides, 2017, 379 p. Et, pour l'Église catholique spécifiquement: Giorgio Filibeck. *Human Rights in the Teaching of the Church: from John XXIII to John Paul II*, Vatican City, 1994, 494 p.
 24. Voir G. I. A. D. Draper, « The interaction of Christianity and Chivalry in the historical development of the law of war », in *International Review of the Red Cross*, Nov.-Dec. 1979, p. 283-300; Emmanuel Bello, *African Customary Humanitarian Law*, Geneva, ICRC, 1980, 157 p.; Yolande Diallo, *Traditions africaines et droit humanitaire: similitudes et divergences*, Genève, CICR, 1976, 2 vol., 19 et 23 p.; et de l'auteur: « Implementing International Humanitarian Law: Old and New Ways », in Bertrand G. Ramcharan (éd.), *Human Rights Protection in the Field*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff, 2006, p. 87-117.
 25. Voir notamment le site Internet: <www.doctrine-sociale-catholique.fr> avec a) les textes majeurs de *Rerum novarum* (1891) à *Laudato si'* (2015); b) des textes complémentaires du Magistère sur les questions économiques et financières, le travail, les agriculteurs; c) des textes des Conférences des évêques de France; d) le *Compendium de la Doctrine sociale catholique*; e) des analyses; f) une bibliographie. Le *Compendium de la Doctrine sociale de l'Église catholique* est disponible en ligne: <<http://www.vatican.va>> et <<https://www.doctrine-sociale-catholique.fr>>. Un excellent site internet américain mérite une mention spéciale: <<https://educationforjustice.org>>.
 26. On se souvient de la visite et de la prière ensemble du pape, du patriarche et de l'archevêque Ieronymos en Grèce, à Lesbos, à l'occasion de la visite au camp de réfugiés de Moria, par exemple, le 16 avril 2016. Voir aussi le pape François le 28 juin 2018 avec le Phanar (en ligne: <<https://fr.zenit.org>>). Pour le judaïsme voir en particulier Martin Buber, *Le chemin de l'homme d'après la doctrine hassidique [Der Weg des Menschen nach der chadissidischen Lehre]*. Ed. du Rocher, 1989, 55 p. Viktor E. Frankl, *Man's Search for Meaning*, (Part One Translated by Isle Lasch), First published in German in 1946 under the title *Ein Psycholog erlebt das Konzentrationslager*, London, Rider, 2004. Hans Jonas, *Le principe responsabilité [Das Prinzip Verantwortung]*, Paris, Flammarion, 470 p. Hans Jonas, *Pour une éthique du futur [Philosophie. Rückschau und Vorschau am Ende des Jahrhunderts]*, Paris, Payot, 1998, 115 p. Pour le bouddhisme, voir Matthieu Ricard, *Plaidoyer pour l'altruisme. La force de la bienveillance*, Paris, Nil Eds, 2013, Pocket, 2014. Autres documents, voir en ligne: <bit.ly/UnigeReligions>.

catholiques²⁷, chrétiennes et du dialogue interreligieux²⁸ devrait permettre de retrouver une approche transcendantale²⁹ – qui inclue la dimension religieuse – de la gouvernance locale, nationale et internationale dans le respect des normes fondamentales du droit naturel par une mobilisation de la conscience publique, notamment par une éducation et une mise en pratique de la Doctrine sociale de l'Église³⁰.

A. Pour la prévention et la résolution des conflits

La promotion de la paix dans le monde fait partie intégrante de la mission par laquelle l'Église catholique continue ainsi l'œuvre rédemptrice du Christ sur la terre³¹. Les quatorze principaux documents de la Doctrine sociale de l'Église contiennent des plaidoyers pour la paix³². Au xx^e siècle, plusieurs papes se sont

-
27. Voir ainsi le Forum des organisations d'inspirations catholique (*Third Forum of Catholic Inspired Organizations*) à Rome du 11 au 13 décembre 2017, qui réunissait des ONG catholiques, le Conseil des Conférences épiscopales d'Europe et l'Ordre de Malte sur le thème *Catholic Inspired Organizations as Promoters of Humanity* (voir en ligne: <<https://foruminternational.org/about/2017-21/>>). Jorge M. Dias Ferreira, (Représentant de New Humanity à l'ONU, Responsable de la Coordination du Forum), *Le Forum des ONG d'inspiration catholique à Genève, Engagements pris et parcours thématique*, 12 décembre 2017, Genève Rome, en ligne: <<http://www.new-humanity.org>>, <<https://zenit.org>> et <<https://www.vatican-news.va>> («*Seeking "real direction" for Catholic-inspired NGOs*») et l'interview avec Johannes Ketelers (ICMC).
 28. International theological commission, *In Search of a Universal Ethic: A New Look at the Natural Law*, Rome, 2009, en ligne: <<http://www.vatican.va>>. L'exemple de Saint François d'Assise et de sa rencontre en 1219 (!) avec le Sultan d'Égypte mériterait d'être étudié et, si possible, imité. Voir Paul Moses, *The Saint and the Sultan. The Crusades, Islam, and Francis of Assisi's Mission of Peace*, New York, Doubleday, 2009, 302 p.; Giulio Basetti-Sani, *L'Islam et St François d'Assise. La mission prophétique par le dialogue*, Paris, Publisud, 1987, 254 p. En ligne: <<https://www.franciscain.org>>.
 29. Vladimir Soloviev, dans son «*Court récit sur l'Antéchrist*» (*Trois entretiens sur la guerre, la morale et la religion*, trad. et présentés par Bernard Marchadier, Genève, Ad Solem, 2010, p. 153-189), imagine un Antéchrist pacificateur, humanitaire, et qui persécute les chrétiens.
 30. Voir notamment pour la loi naturelle Jacques Maritain, *La loi naturelle ou loi non écrite*, Fribourg, Éditions Universitaires, 1986, 254 p.; et de l'auteur: «*Les normes fondatrices de l'humanitaire*», in *Questions internationales* 56, Paris, La Documentation Française, juillet-août 2012. Pour le reste, voir Roger C. Bergman, *Catholic Social Learning: Educating the Faith that Does Justice*, New York, Fordham University Press, 2011.
 31. Voir *Gaudium et Spes* (1965) «*Chapitre V: La sauvegarde de la paix et la construction de la communauté des nations*», § 77-82, Voir aussi Pontifical Commission «*Iustitia et Pax*», *Ways of Peace. Papal Messages for the World Days of Peace (1968-1986)*, Vatican City, 1986, 260 p. et en ligne: <<http://w2.vatican.va>> et <<http://w2.vatican.va>>. Pour la contribution de l'Église à la paix, voir en ligne: <<http://www.penseesociale.catholique.fr>>.
 32. En voici la liste: 1. – *Rerum Novarum*, 1891, § 13, 21; 2. – *Quadragesimo Anno*, 1931, § 18, 22, 137-138; 3. – *Mater et Magistra*, 1961; 4. – *Pacem in Terris*, 1963, § 1, 110, 113, 115-119, 134; 5. – *Gaudium et Spes*, 1965, § 1, 3, 39, 63, 72, 78, 81-83, 89-90; 6. – *Populorum Progressio*, 1967, § 5, 21, 55, 63, 73, 76-78, 80-87; 7. – *Iustitia in Mundo*, 1971, § 64-66;

engagés pour prévenir et régler pacifiquement des conflits³³. Ils ont aussi pris des initiatives avec d'autres dirigeants religieux : ainsi les Rencontres interreligieuses d'Assise depuis 1986 et, plus récemment, la Rencontre de Bari du 7 juillet 2018. Il est certes nécessaire de proclamer des principes partagés ; il faut aussi les construire ensemble, comme le fait la Plateforme Interreligieuse Centrafricaine et les dirigeants religieux chrétiens et musulmans au Cameroun³⁴. L'Église catholique est très active aujourd'hui pour contribuer à la solution d'impasses politiques notamment en République Démocratique du Congo et au Nicaragua³⁵. Le Synode de l'Église chaldéenne, réuni à Bagdad du 7 au 13 août 2018, a invité les États-Unis et l'Iran au dialogue : « Les guerres et les sanctions ne mènent qu'à des résultats négatifs, et ce sont les innocents qui en paient les conséquences », ont ajouté les évêques. L'Archevêque de Canterbury, engagé depuis longtemps dans des efforts de médiation en Afrique, et plus particulièrement au Nigéria, qualifie la réconciliation comme « un des besoins les plus importants et défis les plus difficiles de notre époque »³⁶ :

Reconciliation is one of our greatest needs and toughest challenges as human beings. In a world plagued by conflict, division and indifference, the Church has a crucial role to play as a community of reconcilers. Jesus calls every one of us to love God, our neighbors, ourselves and our enemies – a challenging command, with nobody left out. The word “reconcile” literally means to bring together – or heal – that which was broken.

-
8. – *Laborem Exercens*, 1981, § 16; 9. – *Sollicitudo Rei Socialis*, 1987; 10. – *Centesimus Annus*, 2001, § 18, 27-28, 43, 60; 11. – *Deus Caritas Est*, 2005, § 28; 12. – *Caritas in Veritate*, 2009, § 7; 13. – *Laudato Si'*, 2015, § 10, 53-54, 70; 14. – *Fides et Ratio*, 1998, § 98, 104.
33. Voir aussi Roland Minnerath, « Une autorité mondiale point de vue de l'église catholique », in Pontifical Academy of Social Sciences, *The Governance of Globalisation*, Acta 9, Vatican City, 2004.
34. Pour ces différentes initiatives, voir notamment Commission pontificale « justitia et pax », *Assise. Journée Mondiale de Prière pour la Paix. 27 octobre 1986*, Cité du Vatican, 1987, 211 p. Pour la rencontre de Bari, voir en ligne : <<http://w2.vatican.va>> ; Cheikh Khaled Bentounes, *Islam et Occident. Plaidoyer pour le vivre-ensemble*, Genève, Éditions Jouvence, 2018 ; la plateforme des confessions religieuses de Centrafrique (PCRC) pour la Paix et la Cohésion Sociale par une approche interreligieuse, en ligne : <www.pcrc-rca.org>. Cette plateforme tient sa première assemblée générale à Bangui du 7 au 9 juin 2016. Au Cameroun, les leaders religieux chrétiens et musulmans se proposent de faciliter le dialogue entre le gouvernement et les indépendantistes du nord-ouest et du sud-ouest du pays. Voir en ligne : <<https://www.vaticannews.va>>.
35. Les évêques de la RD Congo haussent le ton avec la déclaration *Sauvons le processus électoral*. Le pape appuie les efforts de médiation de l'Église au Nicaragua. Voir en ligne : <<https://www.vaticannews.va>>.
36. *A message on reconciliation from Archbishop Justin Welby: Reconciliation is at the heart of Christ's call to those who follow him*. Voir en ligne : <<https://www.archbishopofcanterbury.org>>. Voir aussi le « Réseau de dirigeants pour la réconciliation » ou Reconciling Leaders Network, en ligne : <<https://www.archbishopofcanterbury.org>>.

This healing is much more than the absence of conflict. It's certainly not about suppressing difference. Reconciliation is about seeking to transform relationships that have become damaged or destructive into relationships of trust that bring new life.

The journey towards this is not easy. It requires humility, time and patience. Most of all, it demands a decision to let go of the destructive power of memory and past hurt. It's precisely because reconciliation is so difficult that it is so powerful. Reconciliation is at the heart of Christ's good news. It's at the center of the call he makes to those who follow him. That's why I've made it a personal priority for my ministry.

The life, death and resurrection of Jesus are the story of God's reconciliation with humanity. Through them, Jesus opens the way for a restored relationship between God and us. If we embrace that joyful new relationship, it should overflow into the way we relate to one another. This will look different in each of our lives – from making cups of tea to acting as professional mediators.

Christ calls us to be peacemakers who cross the borders and barriers that divide us – radical in our generosity and welcome. It's a call to see others in their full humanity, to persist in seeking their good. Communities of followers of Jesus across the world are present at the most local levels where relationships are made or broken. In these relationships, the Church has the opportunity to offer honest, deeply-rooted hope.

B. Pour lutter contre les pires violations de la dignité de la personne

Cette lutte s'attaque à la torture et aux nouvelles formes de l'esclavage moderne. Qu'il suffise de considérer différents engagements en ce sens : en 2007, la prise de position contre la torture (*Torture is a Moral Issue*) de la Conférence des évêques catholiques américains, appuyés par d'autres dirigeants chrétiens, israélites, musulmans et autres ainsi que la *Déclaration conjointe des religions contre l'esclavage moderne* du 2 décembre 2014, signée notamment par le pape François – dont c'est une préoccupation régulière – et par l'archevêque de Canterbury, très engagé contre ce fléau³⁷. Ici encore, c'est l'action directe, de terrain, de prévention, de

37. Voir pour ces différents engagements : United States Conference of Catholic Bishops, *Torture is a Moral Issue. A Catholic Study Guide*, 2007, 39 p., en ligne : <<http://www.usccb.org>>. George Hunsinger (Ed.), *Torture is a Moral Issue: Christians, Jews, Muslims, and People of Conscience Speak Out*, Grand Rapids, Michigan, William B. Eerdmans Pub., 2008, 272 p. (cet ouvrage rassemble des contributeurs comme Kenneth Roth, Melissa Weintraub, Edward Feld, Ellen Lippmann, Rabbis for Human Rights, Ingrid Mattson, Taha Jabir Alalwani, Yahya Hendi, Fiqh Council of North America, Islamic Council of London, Ann Elizabeth Mayer, Dianna Ortiz, Scott Horton, Louise Richardson, Carol Wickersham, National Religious Campaign against Torture, Tony Lagouranis, John Hutson, Richard O'Meara, Marilyn McEntyre, David P. Gushee, William T. Cavanaugh, Fleming Rutledge. Voir aussi *La lutte contre la traite humaine, un combat du Pape François*. Pour la journée internationale contre la traite des personnes instituée par l'ONU, le pape François a dénoncé la marchandisation de tous « ces frères exploités pour des trafics criminels ». La lutte contre la traite est

protection et de réhabilitation des victimes et des survivants de l'esclavage contemporain que mènent des organisations catholiques et d'autres Églises chrétiennes qui est le meilleur témoignage de cet engagement³⁸.

Deux conditions nous semblent devoir garantir l'authenticité et l'utilité de telles déclarations interreligieuses : leur caractère inclusif, n'excluant personne, même les non-croyants, et la coopération opérationnelle sur le terrain entre dirigeants religieux locaux, comme c'est le cas en République Centrafricaine et, parfois aussi, au Nigéria (Voir le film *L'Imam et le Pasteur*³⁹).

C. Pour une gestion ordonnée, sûre et humaine des migrations

Chrétiens et autres dirigeants religieux de bonne volonté doivent se retrouver pour défendre ensemble des valeurs communes d'humanité, ancrées dans la transcendance, permettant une gestion ordonnée, sûre et humaine des migrations. Pour montrer l'importance qu'il attribue à cette question, le pape François a décidé de diriger personnellement la *Section Migrants et Réfugiés du Dicastère Développement intégral* pour exprimer la sollicitude de l'Église envers les migrants, les personnes déplacées, les réfugiés et les victimes de la traite⁴⁰. Au-delà des dissensions politiques, des discussions sur la réaffirmation et le développement du droit national et international, de la formulation de valeurs partagées d'humanité, il est impératif d'agir concrètement sur le plan international et local⁴¹ en faveur des migrants et

une cause chère au Souverain pontife. Il a lui-même instauré une journée mondiale de prière dédié à ce fléau. Voir en ligne : <<https://www.vaticannews.va>> ou <<https://fr.zenit.org>>. Pour l'engagement de l'archevêque de Canterbury voir <<https://www.anglicancentreinrome.org>>.

38. Voir le site en ligne : <www.christusliberat.org> et, en particulier, 1) *Holy See* : <www.vatican.va> ; <www.migrants-refugees.va> ; <www.endslavery.va> and <www.pass.va>. 2) *Catholic Organizations*: Acrath – *Australian Catholic Religious Against Trafficking in Humans*, en ligne : <<https://acrath.org.au>> ; ANHAT – *Africa Network against Human Trafficking – Sr. Patricia Ebeghulem SSL*, en ligne : <<http://www.anaht.org>> ; Caritas Coatnet, en ligne : <www.coatnet.org> ; Renate Europe, en ligne : <www.renate-europe.net> ; *United States Conference of Catholic Bishops*, en ligne : <www.usccb.org> ; *U.S. Catholic Sisters Against Human Trafficking*, en ligne : <www.sistersagainsttrafficking.org>. 3) Church of England, en ligne : <www.churchofengland.org> ; <www.archbishopofcanterbury.org> ; <www.theclewerinitiative.org>. 4) The Salvation Army, en ligne : <www.salvationarmy.org.uk>.
39. *The Imam and the Pastor* (2008): As a Muslim extremist attack reignites religious violence in Nigeria, take a look back at a reconciliation effort between two individuals that attempted to bring peace to the country. For downloads and more information visit : <<http://www.journeyman.tv>>. Watch more : <<http://www.youtube.com>>. In the 1990s, Imam Ashafa and Pastor Wuye led opposing militias. Voir aussi le site de United States Institute of Peace (USIP), «Nigeria's Imam and Pastor: Faith at the Front (Video)», en ligne : <<https://www.usip.org>>.
40. Le site <www.migrants-refugees.va> a publié plusieurs documents pour des prises de position et des actions en faveur des réfugiés et des migrants. Voir en ligne : <<https://migrants-refugees.va>>.
41. Voir l'exemple de Caritas Sénégal. Caritas-Sénégal lance une campagne nationale pour les migrants. Voir en ligne : <<https://www.vaticannews.va>>.

des réfugiés tant dans les pays d'origine, de transit et de destination si possible en agissant ensemble, sans exclusive ni discrimination, pour promouvoir et garantir :

1. la protection de la vie et de la dignité de toute personne humaine quel que soit son statut⁴² ;
2. la protection de la famille comme fondement de la société⁴³ ;
3. la liberté religieuse au sein des communautés d'origine (de nombreux migrants et réfugiés quittent leurs pays où ils ne trouvent plus la liberté d'exercer leur religion), de transit et d'accueil⁴⁴. Rappelons le discours du pape François le 20 juin 2014⁴⁵ :

La liberté religieuse, intégrée dans les constitutions et dans les lois et traduite dans des comportements cohérents, favorise le développement de rapports de respect mutuel entre les diverses confessions et leur saine collaboration avec l'État et la société politique, sans confusion de rôles et sans antagonismes. Au lieu du conflit mondial des valeurs, devient ainsi possible, à partir d'un noyau de valeurs universellement partagées, une collaboration mondiale en vue du bien commun.

4. L'éducation, y compris la formation professionnelle et linguistique, mais aussi l'éducation à la justice et à la paix⁴⁶, sur les droits de l'homme, sur les droits des travailleurs migrants ; là aussi, le rôle unique de l'Église et des congrégations religieuses dans l'enseignement primaire, secondaire, professionnel et universitaire mérite d'être réaffirmé et soutenu et adapté aux défis contemporains. Comme l'écrit le pape François – qui avait publié en Argentine un ouvrage intitulé *Éduquer : exigence et passion. Défis pour les éducateurs catholiques*⁴⁷ – dans l'encyclique *Laudato si'* :

-
42. Vatican II, *Gaudium et Spes*, 1965, § 27 (Respect de la personne humaine). Voir en ligne : <http://www.vatican.va>. Voir notamment François Suárez, *Des lois et du Dieu législateur* Introduction, trad. et notes par Jean-Paul Coujou, Paris, Dalloz, 2003, 688 p.
 43. Voir notamment The Caritas in Veritate Foundation, *Creating a Future. Family as the Fabric of Society*, Geneva, 2014, 132 p. Texte disponible librement en ligne : <<http://www.fciv.org>>.
 44. Voir The Caritas in Veritate Foundation, *Which Path to Religious Freedom? A Catholic Perspective on International Affairs*, Geneva, 2014, 110 p. Texte disponible librement en ligne : <<http://www.fciv.org>>. Et aussi Roland Minnerath, « La liberté religieuse. Théologie et doctrine sociale », in Pontifical Academy of Social Sciences, *Universal Rights in a World of Diversity. The Case of Religious Freedom*, Acta 17, 2012, en ligne : <www.pass.va>, p. 38.
 45. Discours du pape François du 20 juin 2014 aux participants au congrès international « La liberté religieuse selon le droit international et le conflit mondial des valeurs ». Voir en ligne : <<http://w2.vatican.va>>.
 46. Voir « Déclaration du Synode des Évêques *Justitia in Mundo* », 1971, § 56 : « L'enseignement social de l'Église, les principes de base de l'Évangile appliqué, est la source d'éducation à la justice » et le rôle de pionnière de Maria Montessori (1870-1952) et son ouvrage *L'éducation et la paix*. Paris, Desclée de Brouwer, 2001 (éd. originale en italien *Educazione e pace*).
 47. Jorge Mario Bergoglio, S.J., *Educar : exigencia y pasión. Desafíos para educadores cristianos*, 1.a ed., 3.a reimpresión, Buenos Aires, Editorial Claretiana, 2013, 192 p.

L'éducation sera inefficace, et ses efforts seront vains, si elle n'essaie pas aussi de répandre un nouveau paradigme concernant l'être humain, la vie, la société et la relation avec la nature. Autrement, le paradigme consumériste, transmis par les moyens de communication sociale et les engrenages efficaces du marché, continuera de progresser.

Dans la ligne du Document *Gravissimum Educationis* adopté par le concile Vatican II en 1965, le pape François a fondé en 2015, la Fondation *Gravissimum Educationis* pour soutenir l'éducation catholique, encourager des projets innovants, comme l'éducation solidaire, inclusive, comportant une double approche de transcendance et de dialogue, promouvoir des études scientifiques et favoriser la collaboration en réseau entre institutions éducatives⁴⁸. L'Église, au troisième millénaire, renouvelle sa passion éducative pour rejoindre les périphéries qui ont besoin de grandir en humanité, en intelligence, en valeurs, afin qu'elles puissent à leur tour aller de l'avant et porter aux autres des expériences qu'ils ne connaissent pas. On doit donc abattre les murs parce que, comme l'affirme le pape François, «le plus grand échec pour un éducateur, c'est d'éduquer à "l'intérieur des murs" [...] les murs d'une culture sélective, les murs d'une culture de la sécurité, les murs d'un secteur social qui est dans l'aisance et ne va pas au-delà». Et le pape ajoute qu'«Éduquer chrétiennement suppose de faire progresser les jeunes, les enfants dans les valeurs humaines dans toutes leurs dimensions, une de celles-là étant la transcendance.» Cette dimension verticale croise l'horizontale et les deux, ensemble, conduisent sur les sentiers de la rencontre, du dialogue, de la construction de ponts vers tous, dans le respect, l'estime, l'accueil réciproques. Et le pape de poursuivre à la suite de la Déclaration *Gravissimum Educationis*:

Tous les hommes de n'importe quelle race, n'importe quel âge ou n'importe quelle condition, possèdent, en tant qu'ils jouissent de la dignité de personne, un droit inaliénable à une éducation qui réponde à leur vocation propre, soit conforme à leur tempérament, à la différence des sexes, à la culture et aux traditions nationales, en même temps qu'ouverte aux échanges fraternels avec les autres peuples pour favoriser l'unité véritable et la paix dans le monde.

Et d'ajouter, le 25 juin 2018: «Ce n'est qu'en changeant l'éducation que l'on peut changer le monde» et aussi «créer des lieux de rencontre et de dialogue au sein des institutions éducatives et les promouvoir à l'extérieur.» La mondialisation a besoin d'espérance, car sans espérance, elle risque de se voir conditionner «aux intérêts économiques souvent éloignés d'une juste

48. Voir en ligne : <<http://www.fondazionege.org>>.

conception du bien commun ». De même, il faut aujourd'hui « donner une âme au monde global », préconise le pape, grâce à une « formation intellectuelle et morale qui sache favoriser les bonnes choses engendrées par la mondialisation et corriger celles qui sont négatives ». Autant d'objectifs qui peuvent être atteints par le développement d'une recherche scientifique de qualité, et d'une écologie intégrale.

Le pape encourage le travail de la fondation, et lui en rappelle les trois critères essentiels : l'identité chrétienne, la qualité de l'étude et de la recherche et la quête du bien commun. « Un programme de pensée et d'action basé sur ces piliers solides peut contribuer, à travers l'éducation, à la construction d'un avenir où la dignité de la personne et la fraternité universelle sont les ressources globales auxquelles chaque citoyen du monde peut faire appel », a-t-il conclu ⁴⁹.

5. La protection de l'environnement intégral, dans l'esprit de l'encyclique *Laudato Si'* : l'être humain au sein de la Création ; et aussi reconnaître qu'une vraie approche écologique (§ 49) se transforme toujours en une approche sociale, qui doit intégrer la justice dans les discussions sur l'environnement, pour écouter tant la clameur de la terre que la clameur des pauvres.
6. Les moyens pour les communautés des pays d'origine, de transit et de destination de faire face aux changements climatiques (à commencer par l'accès à l'eau) ⁵⁰.
7. L'intégration des migrants et des réfugiés dans les communautés d'accueil et dans le marché du travail (ce qui suppose des efforts de part et d'autre) ⁵¹.
8. La gestion des causes de ces mouvements de personnes : conflits armés, violations des droits de l'homme (civils et politiques/économiques, sociaux et culturels), corruption, trafics (à commencer par les trafics de personnes et les autres formes d'esclavage moderne), et, plus généralement, absence d'État de droit ⁵² (*Rule of law*) donnant libre cours et impunité à la violence et à la criminalité.

49. En ligne : <<https://www.vaticannews.va>>.

50. Pape François, *Laudato si'*, § 23 (Le climat comme bien commun), § 27 et 29-31 (La question de l'eau). Voir la vidéo en ligne : <<https://www.facebook.com>> et aussi The Caritas in Veritate Foundation, *Water and Human Rights. A Catholic Perspective on the Human Right to Water*, Geneva, 2017, 211 p. Texte disponible librement en ligne : <<http://www.fciv.org>>.

51. Pape François, *Laudato si'*, § 124-129, 142 (La nécessité de préserver le travail). Voir par ailleurs Église Catholique de France, *Changer notre regard sur les migrants : mieux comprendre pour mieux accompagner*, en ligne : <<https://eglise.catholique.fr>>, 7 juin 2018. Étude complète *Perception et attitudes des catholiques de France vis-à-vis des migrants*, Paris, juin 2018, 71 p. et en ligne : <<https://eglise.catholique.fr>>.

52. Aujourd'hui plusieurs centaines de milliers de personnes quittent certains pays d'Amérique centrale en proie à la violence et à la criminalité. Voir l'appel des Églises pour la fin de la « violence d'État au Nicaragua » en juillet 2018, en ligne : <<https://www.cath.ch>>.

9. La promotion de la coopération internationale à tous les niveaux pour gérer harmonieusement ces mouvements de personnes et de populations: gouvernements, organisations régionales et universelles. Tant les États que ces organisations intergouvernementales (y compris sous-régionales ou transrégionales) ne doivent pas être mis de côté, ayant des moyens et des compétences qu'il ne faut pas négliger, même si la société civile est devenue un acteur clef de la migration, de l'action humanitaire d'urgence (avec ses deux volets: assistance et protection), de la reconstruction dans la réconciliation après la crise⁵³, de la coopération au développement, de l'établissement de structures socio-économiques solides et durables, sans oublier la dimension spirituelle de migrations sûres.

En conclusion: il est essentiel de mettre en œuvre ces règles et principes par des actions concrètes, qui pourront parfois sembler modestes, mais devront être respectueuses des bénéficiaires, qui seront être impliqués dans la conception et la réalisation de ces projets de prévention, de protection de promotion et d'intégration selon les principes de solidarité et de subsidiarité⁵⁴. C'est ce que nous demande le pape François dans son *Message pour la Journée du Migrant et du Réfugié* le 14 janvier 2018: « Accueillir, protéger, promouvoir et intégrer les migrants et les réfugiés ».

À cet effet, comme il est souvent utile d'agir en partenariats et aussi de tirer les leçons des meilleures pratiques de chacun, il est profitable de rassembler des références et des ressources pour poursuivre la réflexion et promouvoir l'action

53. À souligner le rôle des Églises chrétiennes dans les commissions Vérité et Réconciliation (Truth and Reconciliation Commissions). Voir notamment de l'auteur « From Confrontation To Cooperation: From Criminal Justice Towards Reconciliation - The Need For Complementary Approaches », in G.L. Beruto (Ed.), *Justice and Reconciliation: An Integrated Approach*, San Remo, Institut International de Droit Humanitaire, 2006 (en ligne: <www.iihl.org>).

54. Voir à ce propos Patrick J. Deenen, *Why Liberalism Failed*, Yale University Press, 2018. *PASS Towards a Participatory Society: New Roads to Social and Cultural Integration Proceedings of the 2017, Plenary Session Towards a Participatory Society: New Roads to Social and Cultural Integration 28 April-2 May 2017*. P. Donati (ed.), *Acta 21*, Vatican City, 2017, en ligne: <<http://www.pass.va>>. Voir la conclusion du professeur Vittorio Hösle (*Principles of Morals, Natural Law, and Politics in dealing with Refugees*): « The conflict between political necessities and the desire to grant every person basic human rights is heart-rending, and we can only hope that through further development, world trade, and controlled migration we will be able to achieve in the next few decades a world in which no one's basic rights are denied. This, however, is not guaranteed, for we see in many countries a backlash against universalism and a resurgence of nationalism and chauvinism, which is even turning against that form of universalism that was based on mutual interests, namely, globalization. Since economic, ecological, and security issues can only be solved globally, this backlash is an enormous threat to world peace. ». Pape François, *Laudato si'*, § 93 (VI. La destination commune des biens).

des Bons Samaritains du XXI^e siècle en faveur des migrants et des réfugiés, dont le nombre et les besoins en assistance et de protection vont aller en croissant⁵⁵.

D. Pour un désarmement mondial

Le Saint-Siège, par des prises de position du Vatican et par sa diplomatie multilatérale et bilatérale, mène une campagne courageuse contre les armes de destruction massive, en particulier nucléaires et pour la fin de la course aux armements⁵⁶.

Le pape Jean XXIII, dans l'encyclique *Pacem in Terris*, en 1963, dénonçait la course aux armements, qui prive les pays moins développés du progrès social et économique (§ 109), crée un climat de peur (§ 111), ajoutant que la justice et la considération pour la dignité humaine et la vie exigent que la course aux armements cesse (§ 112). Le concile Vatican II, dans *Gaudium et Spes*, en 1965, demandait une nouvelle évaluation de la guerre au vu du développement de nouvelles armes (§ 80), et qu'aucun acte de guerre dans les centres de population n'est permis (§ 81), la dissuasion n'étant pas « un moyen sûr de préserver une paix durable » (§ 81).

La question n'a rien perdu de son actualité⁵⁷. Les efforts du secrétaire général des Nations unies, qui a publié cette année un rapport intitulé *Securing our Common Future. An Agenda for Disarmament*⁵⁸, méritent d'être soutenus.

55. Parmi tous les excellents sites de référence, nous nous permettons de signaler le suivant: <www.christusliberat.org>, dont je remercie ici le Webmaster, Yves Reichenbach, pour son assistance dans la recherche de documents.

56. Voir le magistral ouvrage de l'ancien nonce apostolique à Genève, M^{gr} Silvano Tomasi, *The Vatican in the Family of Nations: Diplomatic Actions of the Holy See at the UN and other International Organizations in Geneva*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 897 p. et aussi l'article du père Antoine Abi Ghanem, son bras droit en matière de désarmement, «Le Saint-Siège et le désarmement», in *Revue Sources*. C'est une revue francophone en ligne animée et éditée par des dominicains de la Province suisse et des laïcs. Elle est hébergée par le site <www.cath.ch>, le portail catholique suisse. Voir en ligne: <<https://revue-sources.cath.ch>>. Voir aussi The Caritas in Veritate Foundation, *Nuclear Deterrence. An Ethical Perspective*, Geneva, 2015, 97 p. Texte disponible librement en ligne: <<http://www.fciv.org>>.

57. Sans parler des tensions accrues entre États-Unis, Russie et Chine, le professeur Jeffrey Lewis, un expert en politique nucléaire vient de publier un livre de politique fiction *The 2020 Commission Report on the North Korean Attacks Against the United States: A Speculative Novel*, Mariner Books, 304 p., sous la forme d'un rapport d'une commission gouvernementale du 9/11 (11 septembre) ou de la *Roberts Commission* sur Pearl Harbour.

58. En ligne au format PDF et comme *e-book*: <www.un.org>, New York, 2018, 181 p.

E. Pour la promotion d'une mondialisation de l'humanité et de la solidarité

Il s'agit bien de promouvoir une mondialisation de l'humanité et de la solidarité à la place de la globalisation de l'égoïsme et du nationalisme et du profit sans limites⁵⁹. Dans sa contribution, Louis Sabourin⁶⁰ constate ainsi que :

Dans son message de Pâques *Urbi et Orbi* du 4 avril 2010, Benoît XVI déclarait que : « Pour sortir d'une crise qui est profonde, l'humanité a besoin non seulement d'ajustements superficiels mais d'une conviction spirituelle et morale. La crise morale que vit notre planète réclame des changements profonds à commencer par celui de la conscience. » La deuxième considération est que nous assistons à une croissance des interdépendances et des crises simultanées c'est-à-dire une crise financière, des déséquilibres macroéconomiques, une crise de l'écologie et de l'environnement et une crise du travail dans plusieurs pays occidentaux. On se rend compte que tous les secteurs sont de plus en plus liés aux autres et ont notamment des effets directs sur les marchés boursiers. Une telle interdépendance n'entraîne pas une réduction de la globalisation – qui ne cesse de croître dans les échanges de toutes sortes et les mentalités – mais démontre que nous avons besoin de nouvelles normes de réglementation, de régulation, de gouvernance internationale et même mondiale selon certains [...] Plusieurs décennies d'étude et de pratique de la vie internationale m'incitent à penser que la fuite en avant perpétuelle, propulsée par un modèle de développement défini par la Banque mondiale dans l'immédiat après-guerre et fondé sur le revenu *per capita*, modèle que les pays en développement ont presque tous adoptés, ne peut ni à courte, ni à longue échéance apporter des solutions vraiment satisfaisantes à la quête d'un mieux-être plus généralisé, notamment dans les pays les plus défavorisés.

C'est ce qu'ont déjà tenté les Nations unies dans plusieurs initiatives, dont les *Objectifs durables du développement* (ODD/SDG)⁶¹; les dirigeants chré-

59. Louis Sabourin, « La solidarité et la subsidiarité dans les relations internationales », in Pontifical Academy of Social Sciences, *Pursuing the Common Good: How Solidarity and Subsidiarity Can Work Together*, Acta 14, Vatican City, 2008, en ligne : <www.pass.va/content/dam/scienze-sociali/pdf/acta14/acta14-sabourin.pdf>. On peut en conclure que si la solidarité est une notion de plus en plus répandue et reconnue, celle de la subsidiarité, bien qu'on en parle beaucoup en Europe, demeure toujours en veilleuse dans la pratique des relations internationales. Voir aussi Pape François, *Laudato si'*, § 144-146.

60. Voir Louis Sabourin, « Réflexions à propos des effets de la crise économique mondiale sur les entités étatiques et les populations », in Pontifical Academy of Social Sciences, *Crisis in a Global Economy. Re-planning the Journey*, Acta 16, 2011, en ligne : <www.pass.va>, p. 245 et 252.

61. Voir ainsi la déclaration du secrétaire général des Nations unies, António Guterres : « Il est de notre responsabilité d'investir dans les personnes et de construire une mondialisation équitable pour tous. » Pour l'édition 2018 de l'*Impact Journalism Day*, le secrétaire général des Nations unies examine le chemin à parcourir pour que le monde atteigne les *Objectifs de développement durable*. Les initiatives positives menées par des citoyens, des entrepreneurs sociaux, des gouvernements et des organisations internationales donnent de l'espoir. Les identifier et les faire connaître peut nous aider à surmonter les défis et à atteindre, ensemble, nos objectifs

tiens⁶², dont le pape, les conférences épiscopales africaines et européennes⁶³ et l'archevêque de Cantorbéry, notamment dans son ouvrage pour le Carême 2017, *Dethroning Mammon. Making Money Serve Grace*⁶⁴, ont eu une approche mettant en cause le libéralisme économique exacerbé actuel. Comme le dit le pape François dans l'encyclique *Laudato si'*: « Nous avons besoin de renforcer la conscience que nous sommes une seule famille humaine. Il n'y a pas de frontières ni de barrières politiques ou sociales qui nous permettent de nous isoler, et pour cela même il n'y a pas non plus de place pour la globalisation de l'indifférence » (§ 52).

F. Pour de nouveaux réseaux de coopération

Pour établir et développer des réseaux de coopération fondés sur les principes de solidarité et de subsidiarité sur le plan local, national, régional et universel⁶⁵. Pour le niveau régional, il faut mentionner en premier lieu l'Europe... La religion unissait les pères fondateurs de l'Europe. Robert Schuman, Alcide De Gasperi et Konrad Adenauer étaient catholiques. Ils avaient toutes les raisons de ne pas se

mondiaux. « Il y a trois ans, les dirigeants mondiaux ont adopté à l'unanimité l'*Agenda 2030* pour le développement durable. Ce programme pour un avenir meilleur et ses 17 objectifs de développement durable ont nécessité trois ans de négociation, des centaines de réunions et des milliers de documents, impliquant des millions de personnes. C'était le plus facile. La tâche la plus ardue est en cours: donner vie à ce plan d'action ». En ligne: <<https://www.un.org>>.

62. Voir la Table Ronde qui s'est tenue en juin 2018 à l'Académie Pontificale des Sciences Sociales, « Together, we strive for the global common good. Co-operative Globalisation. Transformative, Fair, Inclusive & Prosperous. », The Rome Round Table, dans The Global Foundation, 15 and 16 June 2018, en ligne: <<https://globalfoundation.org.au>> et plus particulièrement les allocutions, toutes deux le vendredi 15 juin 2018, du cardinal Parolin et celle de l'archevêque Gallagher, demandant une globalisation coopérative, de solidarité et un système économique humain, respectueux des hommes, des femmes et des enfants, qui approche nouvelle des causes des déséquilibres économiques.
63. CCEE and SECAM bishops discuss globalisation and its effects Bishops from Africa and Europe have issued a statement after meeting for four days in Fatima in Portugal to discuss the issue of globalization and its effects on Church and society. Voir en ligne: <<https://www.vaticannews.va>>. Voir notamment l'intervention de M^{gr} Roland Minnerath (en ligne: <<https://www.vaticannews.va>>).
64. Voir de l'Archevêque de Cantorbéry Justin Welby, *Dethroning Mammon. Making Money Serve Grace*. The Archbishop of Canterbury's Lent Book 2017, London, Bloomsbury.
65. Conseil Famille et société. Conférence des évêques de France, *Tous utiles, tous acteurs. Éléments de réflexion et de discernement pour un dialogue sur le travail, l'emploi, l'activité*, Paris, Bayard-Mame-Cerf, coll. « Documents d'Église », 2017, 58 p. Commençons par utiliser pleinement, chacun avec nos meilleures approches institutionnelles et personnelles, les mécanismes existants, en particulier les plateformes internationales de dialogue. Ces temps sont riches de défis et d'opportunités: 100^e anniversaire de l'Organisation internationale du travail (OIT); 2019, *Geneva Global Platform on Disaster Risk Reduction (13-17 May)*; 70^e anniversaire des quatre conventions de Genève 70th; 80th Anniversary of the Beginning of WW II; 2019: *International Conference of the Red Cross and Red Crescent*.

parler. Au sortir de la seconde guerre mondiale, les blessures étaient encore vives. L'Allemagne avait occupé la France et l'Italie. Il fallait passer au-dessus. C'est là que la foi catholique a joué un rôle essentiel. Elle a permis la réconciliation, qui se distingue de la justice. La justice, c'était Nuremberg. Il fallait aller plus loin. Ce pardon, au sens de « donner par-dessus l'offense », s'est concrétisé dans une structure de collaboration : la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Elle visait une collaboration commune pour un bénéfice mutuel tout en évitant la possibilité d'un nouveau conflit. Malheureusement, cette Europe des chrétiens est rapidement devenue l'Europe des marchands.

Ici encore, la contribution de la Doctrine sociale de l'Église dépasse les prises de position courageuses et innovatrices, les engagements personnels et communautaires ponctuels à tous les niveaux. C'est bien de l'exigence d'un changement de paradigme⁶⁶ qu'il s'agit, d'une nouvelle approche des rapports individuels et intercommunautaires fondée sur le message du Christ⁶⁷. C'est ce qu'affirme le pape François dans son discours au siège du Conseil œcuménique des Églises à Genève le 21 juin 2018 :

Mais en quoi consiste cette force d'attraction ? Certainement pas dans nos idées, stratégies ou programmes : on ne croit pas à Jésus Christ au moyen de l'obtention de consensus et le Peuple de Dieu n'est pas réductible au rang d'une organisation non gouvernementale. Non, la force d'attraction est toute dans ce don sublime qui a conquis l'Apôtre Paul : « Connaître [le Christ], éprouver la puissance de sa résurrection et communier aux souffrances de sa Passion » (Ph 3, 10). C'est notre unique avantage : la « connaissance de la gloire de Dieu qui rayonne sur le visage du Christ » (2 Co 4, 6), qui nous est donnée par l'Esprit vivifiant. C'est le trésor que nous, fragiles vases d'argile (cf. v. 7), nous devons offrir à ce monde aimé et tourmenté. Nous ne serions pas fidèles à la mission qui nous est confiée si nous réduisions ce trésor à la valeur d'un humanisme purement immanent, adaptable aux modes du moment. Et nous serions de mauvais gardiens si nous voulions seulement le préserver, en l'enterrant par peur d'être provoqués par les défis du monde (cf. Mt 25, 25). Ce dont nous avons véritablement besoin, c'est d'un nouvel élan évangélisteur.

66. Voir notamment, The Caritas in Veritate Foundation, *Beyond the Financial Crisis: Towards a Christian Perspective for Action*, Geneva, 2014, 131 p. (texte disponible librement en ligne : <<http://www.fciv.org>> ; Conseil famille et société. Conférence des évêques de France, *Nouveaux modes de vie ? L'appel de Laudato si'*, Paris, Bayard-Cerf-Mame, 2017, 120 p. et les méditations pour le Carême 2017, en ligne : <<https://eglise.catholique.fr>> ; Marc Chesney, *La crise permanente : l'aristocratie financière et l'échec de la démocratie*, mai 2018.

67. Voir notamment Roland Minnerath, « La doctrine sociale de l'Église et les droits subjectifs de la personne », in Pontifical Academy of Social Sciences, *Catholic Social Doctrine and Human Rights*, Acta 15, Vatican City, 2010, en ligne : <www.pass.va>. Voir aussi en ligne : <<https://www.oikoumene.org>>.

Aujourd'hui, c'est au tour de la foi de devoir illuminer la raison humaine comme l'affirme le pape Jean Paul II dans son encyclique *Fides et ratio*⁶⁸ :

La foi et la raison sont comme les deux ailes qui permettent à l'esprit humain de s'élever vers la contemplation de la vérité. C'est Dieu qui a mis au cœur de l'homme le désir de connaître la vérité et, au terme, de Le connaître lui-même afin que, Le connaissant et L'aimant, il puisse atteindre la pleine vérité sur lui-même.

La raison humaine semble pourtant avoir perdu beaucoup de repères dans la recherche scientifique et médicale⁶⁹ comme aussi dans l'économie et dans le droit. Et, en général, dans la gouvernance et la légitimité des autorités et des normes. Le pape Jean Paul II, s'adressant le 13 janvier 1997 au Corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège, rappelait la nécessité de compléter le droit par la morale :

Le droit international a été pendant longtemps un droit de la guerre et de la paix. Je crois qu'il est de plus en plus appelé à devenir exclusivement un droit de la paix conçue en fonction de la justice et de la solidarité. Et, dans ce contexte, *la morale doit féconder le droit*; elle peut même exercer une fonction d'anticipation sur le droit, dans la mesure où elle lui indique la direction de ce qui est juste et bien.

Comme le disait le pape François lors de sa visite au Conseil œcuménique des Églises à Genève le 21 juin 2018⁷⁰,

« Si l'amour chasse parfaitement la crainte et si la crainte se transforme en amour, alors on découvre que l'unité consiste en cet aboutissement du salut » (S. Grégoire de Nysse, *Homélie 15 sur le Cantique des Cantiques*). Nous sommes les bénéficiaires de la foi, de la charité et de l'espérance de tous ceux qui, avec la force sans défense de l'Évangile, ont eu le courage d'inverser le cours de l'histoire, de cette histoire qui nous avait porté à nous méfier les uns des autres et à nous mettre à l'écart réciproquement, favorisant la spirale diabolique des cloisonnements continuels. Grâce à l'Esprit Saint, inspirateur et guide de l'œcuménisme, la direction a changé et une voie aussi nouvelle qu'ancienne a été tracée d'une façon indélébile : la voie de la communion réconciliée, vers la manifestation visible de cette fraternité qui unit déjà les croyants.

Ce qui semble une utopie aux yeux des non croyants, des tenants d'une culture de l'égoïsme individuel, national, régional, ethnique, voire religieux, devient alors, par l'union des croyants, par l'affirmation de valeurs communes sur la vie et la

68. Jean Paul II, *Lettre encyclique « Fides et ratio »*, 14 septembre 1998, § 1.

69. Voir notamment l'excellent site de l'Archevêque de Paris, M^{gr} Michel Aupetit, qui décrit les enjeux actuels de la bioéthique et donne des fiches très intéressantes, sur la fin de vie, sur les mégadonnées (*Big Data*) et sur l'intelligence artificielle, en ligne : <<https://www.paris.catholique.fr>>.

70. En ligne : <<https://www.oikoumene.org>>.

dignité de la personne, par leurs actions, par leur participation à la construction d'une communauté internationale, et surtout par leurs prières, une préparation, une recherche et une formation patiente, confiante et efficace à l'avènement de la Civilisation de l'Amour⁷¹. Comme l'écrit le pape François à plusieurs reprises dans *Laudato si'*, tout est lié : crise écologique, crise sociale, et crise spirituelle, non la moindre et la plus ignorée. Ce n'est pas seulement dans une perspective eschatologique que nous devons penser, prier et agir. Des échéances proches devraient nous donner l'occasion d'apporter nos contributions concrètes à une vision chrétienne de la personne et du bien commun :

- le Conseil des Droits de l'Homme, qui tient trois sessions ordinaires chaque année à Genève, en mars, en juin et en septembre⁷² ;
- l'Assemblée générale des Nations unies de mi-septembre à mi-décembre à New York. Elle examine des questions relatives au désarmement (première Commission), au développement (deuxième Commission), Droits de l'Homme et questions humanitaires (troisième Commission), questions juridiques (sixième Commission)⁷³ ; le 17 décembre 2018, elle a adopté le Pacte mondial pour les réfugiés⁷⁴ ; le pape François, en juin 2018, avait appelé les États à adopter ce Pacte comme celui pour les migrations⁷⁵ ;
- les réunions du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) et les réunions de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM/IOM) à Genève⁷⁶ ;

71. Voir sur les valeurs communes : Commission Théologique Internationale, *À la recherche d'une éthique universelle : nouveau regard sur la loi naturelle*, 2009, en ligne : <<http://www.vatican.va>> et aussi Roland Minnerath, « Un premier essai d'anthropologie chrétienne : Tertullien », in Pontifical Academy of Social Sciences, *Conceptualization of the Person in Social Sciences*, Acta 11, Vatican City 2006, en ligne : <www.pass.va>. Voir pour les actions ; Pape François, *Laudato si'*, § 177, 179-181. Voir pour la construction d'une communauté internationale : Roland Minnerath, « Une autorité mondiale : point de vue de l'église catholique », in Pontifical Academy of Social Sciences, *The Governance of Globalisation*, Acta 9, Vatican City 2004. The Caritas in Veritate Foundation, *International Catholic Organizations & Catholic Inspired NGOs. Their Contribution to the Building of the International Community*, Geneva, 2012, 101 p. Texte disponible librement en ligne : <<http://www.fciv.org>>. Voir pour l'avènement d'une civilisation de l'amour : Don Patrick de Laubier, *Pour une civilisation de l'amour. Le message social chrétien*, Paris, Fayard, 1990. Id., *Quand l'histoire a un sens. À la lumière de l'Apocalypse*, Paris, Salvator, 2009. Id., *La civilisation de l'amour selon Paul VI*, Paris, Société de presse France catholique, 2013.

72. En ligne : <<https://www.ohchr.org>>.

73. En ligne : <<http://undocs.org>>.

74. En ligne : <<http://www.unhcr.org>>.

75. Le pape presse les États à adopter le Pacte mondial sur les réfugiés. En ligne : <<https://www.infocatho.fr>> et aussi <<https://fr.aleteia.org>>.

76. 109th IOM Council, CICG, Genève. En ligne : <<https://governingbodies.iom.int>>.

- le Forum Business et Droits de l’Homme à Genève, à la fin novembre⁷⁷ ;
- l’assemblée des États parties au statut du Tribunal pénal international à La Haye, qui s’est tenue 5 au 12 décembre 2018, vingt ans après son adoption à Rome le 17 juillet 1998⁷⁸ ;
- le Sommet de Marrakech qui a adopté le Pacte mondial sur les migrations début décembre 2018⁷⁹ ;
- le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l’Homme, le 10 décembre 2018, qui devrait continuer à susciter des réflexions fondamentales sur certaines tendances contemporaines réduisant la personne humaine à un animal, à un objet commercial voire à une machine⁸⁰.

En 2019, le 100^e anniversaire du Bureau international du travail, aujourd’hui Organisation internationale du travail (OIT), devrait permettre de réaffirmer la valeur et la dignité du travail. Du côté de l’Église catholique M^{gr} Roland Minnerath, indique à ce propos en conclusion de son intervention à l’Académie pontificale des Sciences sociales⁸¹ :

Le problème contemporain est double: aménager le système économique de sorte que tous les humains puissent y insérer leur participation par un travail. Et aussi: aménager la création sans la dévaster, produire ce qui est nécessaire pour une vie humainement digne pour tous. Pour éviter les impasses, il faut se laisser guider par la boussole interne que le Créateur a placée dans notre conscience morale, nous souvenant que le Christ nous a déjà délivrés de notre penchant à dominer et à détruire, et inauguré pour nous la création nouvelle, libérée de la mort, que Dieu destine au bonheur de tous les hommes.

-
77. En ligne: <<https://www.ohchr.org>>. Le Forum des Nations unies est le plus grand rassemblement annuel mondial sur les entreprises et de droits de l’homme, réunissant plus de 2 000 participants provenant de gouvernements, entreprises, associations locales et société civile, cabinets juridiques, investisseurs, organismes de l’ONU, institutions nationales de défense des droits de l’homme, organisations syndicales, milieux universitaires, et médias.
78. En ligne: <<https://asp.icc-cpi.int>> (17^e session, 5-12 décembre 2018, World Forum). 123 pays sont États parties au statut de Rome de la Cour pénale internationale. Parmi eux, 33 sont membres du groupe des États d’Afrique, 19 sont des États d’Asie et du Pacifique, 18 sont des États d’Europe Orientale 28 sont des États d’Amérique Latine et des Caraïbes, et 25 sont membres du Groupe des États d’Europe occidentale et autres États, Voir le texte du statut de Rome et autres accords. En ligne: <<https://asp.icc-cpi.int>>.
79. The Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration (GCM), *Final Draft (11 July 2018)*, en ligne: <<https://refugeesmigrants.un.org>>. Sur le Sommet de Marrakech (décembre 2018), voir en ligne: <<https://gfmnd.org>>.
80. Voir en ligne: <<http://bit.ly>>.
81. Roland Minnerath, « La vision biblique du travail et le contexte contemporain », in Pontifical Academy of Social Sciences, *Towards Reducing Unemployment*, Acta 5, Vatican City, 1999, p. 344, en ligne: <www.pass.va>.

L'OIT prévoit de mettre en œuvre sept initiatives en vue du centenaire; ces initiatives devraient lui permettre de relever les défis dans la réalisation de son mandat de justice sociale⁸². La Bibliothèque du Palais des Nations à Genève devrait organiser une série d'événements sur un siècle de multilatéralisme (*Centenary of Multilateralism*), de mai 2019 à novembre 2020.

L'année 2019 marquera aussi le 100^e anniversaire de la Société des Nations (SDN – *League of Nations* – *Völkerbund*): quelles leçons pourrions-nous tirer de l'échec de la SDN et des difficultés de l'ONU, qui lui a succédé, pour refonder la coopération internationale, pour éviter la « guerre de tous contre tous » (*Bellum omnium contra omnes*), l'homme non relié à son Créateur? Hobbes affirme en effet dans le *Léviathan*⁸³:

[...] il est manifeste que pendant le temps où les hommes vivent sans un pouvoir commun qui les maintienne tous dans la peur, ils sont dans cette condition qu'on appelle guerre, et cette guerre est telle qu'elle est celle de tout homme contre tout homme. [...] Dans un tel état, il n'y a aucune place pour une activité laborieuse, parce que son fruit est incertain; et par conséquent aucune culture de la terre, aucune navigation, aucun usage de marchandises importées par mer, aucune construction convenable, aucun engin pour déplacer ou soulever des choses telles qu'elles requièrent beaucoup de force; aucune connaissance de la surface de la terre, aucune mesure du temps; pas d'arts, pas de lettres, pas de société, et, ce qui le pire de tout, la crainte permanente, et le danger de mort violente; et la vie de l'homme est solitaire, indigente, dégoûtante, animale et brève.

Du 13 au 17 mai 2019, se tiendra à Genève la Plateforme mondiale pour la prévention des risques en cas de catastrophes⁸⁴. Elle fait suite aux conférences analogues de Sendai (Japon) en 2015 et de Cancún (Mexique) en 2017⁸⁵. En 2019, il sera aussi important de contribuer à la réflexion liée au 70^e anniversaire des quatre Conventions du 12 août 1949 sur la protection des victimes de la

82. Initiatives du Centenaire de l'Organisation internationale du Travail (OIT): 1. – L'avenir du travail. 2. – L'initiative sur l'éradication de la pauvreté. 3. – L'initiative du centenaire sur les femmes au travail. 4. – L'initiative verte. 5. – L'initiative sur les entreprises. 6. – L'initiative sur les normes. 7. – L'initiative sur la gouvernance. En ligne: <<https://www.ilo.org>>. Voir aussi le Rapport 2017, *L'avenir du travail que nous voulons: un dialogue global* (*The Future of Work We Want: A global dialogue*), en ligne: <www.ilo.org>. Voir aussi ILO Century Game 1919-2019, en ligne: <<http://ilo.exactt.de>>.

83. Thomas Hobbes, *Leviathan*, 1651 (trad. fr. Philippe Folliot, 2002), 1^{re} partie, chap. 13, § 62.

84. Global Platform for Disaster Risk Reduction, en ligne: <<https://www.unisdr.org>>. The sixth Session ("Resilience Dividend: Towards Sustainable and Inclusive Societies") of the Global Platform for Disaster Risk Reduction (GP2019) will take place in Geneva, Switzerland from 13 to 17 May 2019, convened and organized by the UN Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR) and hosted by the Government of Switzerland.

85. Voir le Rapport (*Proceedings*) de Cancún, en ligne: <<https://www.preventionweb.net>>.

guerre comme aussi à celle sur le 80^e anniversaire du déclenchement de la seconde guerre mondiale en septembre 1939. Le 2 décembre 2019 marquera le 70^e anniversaire de la Convention de Genève du 2 décembre 1949 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui⁸⁶. Début décembre 2019, se tiendra à Genève la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, où participent les Membres du Mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (Sociétés nationales, CICR, Fédération internationale), et aussi les États Parties aux Conventions de 1949⁸⁷. Les organisations confessionnelles devraient y réaffirmer leur rôle pour assister et protéger les victimes de catastrophes et de conflits armés, ainsi que leurs propres principes et valeurs d'humanité, souvent à l'origine des principes humanitaires contemporains⁸⁸. Henry Dunant et d'autres fondateurs du Mouvement international et de Sociétés nationales – dont le Docteur Nicolas Pirogov, fondateur de la Croix-Rouge Russe, étaient des chrétiens convaincus et engagés. Il peut être utile de le rappeler tout en soulignant que les Églises chrétiennes, même si elles sont très actives dans les domaines caritatifs, sociaux et humanitaires, ne sont pas des ONG comme d'autres, et que leur rôle premier est de garder le lien entre le Créateur et l'humanité, et, à travers ce lien, de défendre la valeur unique de toute personne humaine, et la solidarité nécessaire au sein de l'humanité.

Toutes ces échéances devraient être des opportunités pour réaffirmer nos valeurs chrétiennes. Ces valeurs – contenues dans la Doctrine Sociale de l'Église – sont essentielles pour redonner un sens à la coopération entre communautés et, plus encore, pour orienter l'action chrétienne solidaire dans tous les domaines. Cela rejoint l'appel du pape François dans l'encyclique *Laudato Si'* (§ 14) :

J'adresse une invitation urgente à un nouveau dialogue sur la façon dont nous construisons l'avenir de la planète. Nous avons besoin d'une conversion qui nous unisse tous,

86. *Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui*. Approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 317 (IV) du 2 décembre 1949. Entrée en vigueur : le 25 juillet 1951, conformément aux dispositions de l'article 24, en ligne : <<https://www.ohchr.org>> et *Convention for the Suppression of the Traffic in Persons and of the Exploitation of the Prostitution of Others*, en ligne : <<https://www.ohchr.org>>.

87. Voir le *briefing* pour les Missions permanentes à Genève du 23 mars 2018, *Towards the 33rd International Conference of the Red Cross and Red Crescent*, en ligne : <<http://rcrcconference.org>> et aussi <<http://rcrcconference.org>>.

88. Voir à ce propos, la très intéressante étude de Max Huber, Président du CICR et juriste internationalement reconnu, *Le Bon Samaritain Considérations sur l'Évangile et le travail de la Croix-Rouge*, trad. de l'allemand par René-Jean Wilhelm et P. Dybwad, Neuchâtel, La Baconnière, 1943 (Original allemand : *Der barmherzige Samariter: Betrachtungen über Evangelium und Rotkreuzarbeit*, Zürich, Schulthess, 1943. English translation *The Good Samaritan: Reflections on the Gospel and Work of the Red Cross*, London, Gollancz, 1945).

parce que le défi environnemental que nous vivons, et ses racines humaines, nous concernent et nous touchent tous [...] ⁸⁹.

Et, enfin, il ne faut pas oublier la prière individuelle et collective, qui relie au Dieu Créateur, qui donne un sens à la recherche de la vérité et au service et qui offre une dimension intégrale aux communautés. *Ora et labora* ⁹⁰.

-
89. Voir aussi MV Religion et Paix, en ligne: <<https://www.youtube.com>>. WHS, Side-event on Religions: One Humanity. Shared Responsibilities. Evidence for Religious Contributions to Humanitarian Response, Istanbul, 23 May 2016, co-organised by ADRRN, JLIFLC, SGI, WEA, Islamic Relief, Malteser International, Religions for Peace, WEA, WVI.
90. Olivier Quenardel, ocsso, Abbé de Cîteaux, « Ora et Labora. Prie et travaille », in *Collectanea Cisterciensia* 76 (2014), p. 332-338, en ligne: <<http://www.citeaux.net>>. Voir aussi en ligne: <<http://www.abbayedesolesmes.fr>>. Et enfin Jean Paul II, dans son discours à Nursie le 23 mars 1980 (« L'exemple de Saint Benoît: *Ora et labora*; prie et travaille »), en ligne: <<https://sragnesd.wordpress.com>>.